

appuient également nos conclusions. On nous a accusés d'avoir exposé de façon à induire en erreur ces témoignages et d'avoir cité des gens hors de contexte. A ma connaissance, rien n'est venu corroborer ces accusations. Bien entendu, il était impossible dans une centaine de pages de rendre justice à plus de 10,000 pages de témoignages. Mais nous en avons scrupuleusement prévenu le lecteur dans les premiers paragraphes du chapitre 7:

Nous n'avons pas l'intention de résumer le contenu descriptif des mémoires. Le rapport du mois de décembre 1969 de l'OCDE sur la politique scientifique nationale du Canada comporte un exposé complet des derniers travaux et des différentes tâches exécutées pour des agences gouvernementales dans le domaine de la R—D, de même qu'un compte rendu général de la situation actuelle dans nos universités et nos industries; il n'est donc point nécessaire de revenir sur le sujet.

Et nous ajoutons:

...il importe d'extraire de nos débats les observations et les propositions constructives que nous ont faites les particuliers et les organismes canadiens les plus directement intéressés à l'activité et à la politique scientifiques à l'échelle nationale. On pourra croire que nous insistons à l'excès sur les fautes commises. A cet égard, les membres du comité tiennent à souligner le fait qu'ils avaient précisément pour mandat de détecter les faiblesses que présente la situation canadienne pour essayer de les corriger.

Je soutiens que les critiques et les suggestions que nous citons dans le rapport donnaient une idée équitable et pondérée des opinions qui nous ont été exposées.

Une critique contre le rapport m'a tellement étonné que j'oubliais presque d'en parler. M. Goldak, professeur associé de génie à l'Université Carleton a écrit dans *Science Forum* un article intitulé: «La grande faiblesse: échec à signaler l'importance de la technologie». Dans l'article, il y déplore que nous n'ayons pas reconnu que «l'échec fondamental de la politique scientifique au Canada a été notre impuissance à transposer les connaissances en produits et en procédés d'une valeur marchande». Quand j'ai lu cette remarque, j'ai été tenté de convenir avec M. McTaggart-Cowan que notre rapport était «une catastrophe littéraire».

Honorables sénateurs, je regrette de n'avoir pas pu, dans ce long discours, citer tous nos critiques. L'occasion se représentera peut-être d'analyser leurs réflexions. Mais avant de me taire, à cette heure tardive, j'ai encore quelques observations positives à faire.

A la fin de cet article, où il nous qualifie «de politiciens sans aucune culture scientifique», M. Gunning dit:

Espérons que lorsque notre gouvernement s'engagera dans une réforme importante de notre politique scientifique, il commencera par réunir les meilleurs cerveaux scientifiques, techniques et politiques du pays, afin de les consulter. Et quand j'utilise le terme «hommes de science», j'entends ceux qui sont à l'avant-garde de leur domaine.

La première question que je pose à M. Gunning est celle-ci: où étaient ces hommes de science quand notre comité a cherché à les consulter en audience? Y en avait-il parmi les représentants des 40 universités qui ont

comparu devant nous? Si oui, quelles recommandations ont-ils faites en particulier sur les grandes réformes de notre organisation de la politique scientifique? S'ils n'étaient pas là, ou bien une consultation de parlementaires ne les intéressait pas beaucoup ou bien ils n'avaient pas grand-chose à suggérer en fait de réformes. Ils ont encore là une excellente occasion, en étudiant notre rapport au cours du débat public en cours, de présenter des propositions concrètes et positives visant à améliorer la situation actuelle. S'il fallait considérer l'article de M. Gunning et d'autres que j'ai examinés ici comme des exemples de la contribution positive que pourraient apporter à la réforme certains scientifiques en exercice, je doute qu'il vaudrait la peine que le gouvernement les consulte.

Sans parler de la rancœur que montre M. Gunning dans son article, la seule vérité qu'il dit, c'est que la «science fondamentale est à la base de tout effort scientifique valable sur le plan national». Je suis d'accord là-dessus, mais je ne la trouve pas très originale puisqu'elle a été répétée maintes et maintes fois en notre pays depuis 1916. Entre-temps, comme nous le soutenons dans notre rapport, nous avons oublié au Canada d'ériger l'édifice et, comme le dit M. Gunning: «Une fondation n'est pas un édifice.» Mais son article prouve qu'il n'a pas beaucoup de suggestions à faire sur la construction de l'édifice, même si nous avons mis 50 ans à en établir la fondation.

De fait, on peut résumer le volume I ainsi: c'est un plaidoyer pour qu'on érige l'édifice sans détruire la fondation. Les quelques «scientifiques exerçants» qui ont ouvertement réagi avec violence et émotion à notre rapport, n'ont guère contribué à l'accomplissement de cette tâche vitale. Si cette réaction était typique—et heureusement, elle ne l'est pas—alors je partagerais le pessimisme du professeur Donald Scott lorsqu'il déclare au nom de la Société canadienne de génie chimique:

Il existe un danger réel et très probable que le tapage actuel autour de la politique scientifique ne soit le seul apport de cette décennie à la préservation du statu quo.

Cependant, le professeur Scott et son association n'ont pas lieu de s'alarmer. Je l'ai mentionné au début, plus de 90 p. 100 de ceux qui ont exprimé leur opinion sur le rapport appuient entièrement notre point de vue. Et ce message est au fond bien simple. Nous devons nous efforcer maintenant d'édifier la structure afin que notre travail scientifique sur le plan national soit plus utile à l'intérêt public et puisse mieux résoudre nos problèmes socio-économiques de plus en plus nombreux. Pour en arriver là, le Canada a besoin non seulement d'une série de politiques scientifiques bien précises, mais d'une politique scientifique cohérente et du mécanisme central voulu pour en définir les buts et les moyens pratiques. Ce message est maintenant accepté par la grande majorité des groupes scientifiques et technologiques du Canada, même par un bon nombre de scientifiques au sens exact du mot. Ainsi, un groupe très représentatif de biologistes déclarait ce que voici:

Nous admettons la nécessité d'un appui plus considérable pour les recherches salutaires et les innovations et le fait qu'une politique scientifique rationnelle pourrait nous permettre d'atteindre des objectifs nationaux bien déterminés.